

france3-regions.francetvinfo.fr

Incidents et début d'incendie au lycée Dumézil de Vernon : la PEEP rappelle des professeurs à leur responsabilité morale

Par Sylvie Callier

5-7 minutes

Les élèves de première ont été rassurés ce mardi 4 février par des parents d'élèves devant le lycée. La Police aussi était là. Les lycéens vont pouvoir passer la suite des épreuves de contrôle continu (appelées E3C).

Hier, des manifestants (lycéens ou pas) ont essayé de bloquer l'entrée. D'autres ont fait irruption et mis le feu. Des pierres ont été jetées sur les forces de l'ordre. Les épreuves ont été interrompues, les élèves évacués. Une personne a été interpellée.

Des actes violents sous couvert de protestation [contre la réforme du baccalauréat](#). Des parents d'élèves demandent que leurs enfants puissent passer leur examen dans le calme. Ils estiment que des enseignants ont créé **un mauvais climat**.

"Nous considérons que des professeurs ont mis nos enfants en danger. Et ce matin, ils n'étaient pas là. C'est bien de mettre le feu mais il faut aussi savoir l'éteindre à temps. Ce n'est pas acceptable"

(la représentante de la Peep à Vernon. Fédération d'associations

de parents d'élèves)

La réaction de la présidente de la PEEP à Vernon

Interview d'Emmanuelle Partouche et Olivier Flavien

La réaction de la rectrice de l'académie de Normandie

Christine Gavini-Chevet, rectrice de l'académie de Normandie va donner suite aux actions violentes qui ont visé le lycée et les élèves.

"La rectrice de l'académie de Normandie condamne fermement les débordements survenus ce matin au lycée Dumézil de Vernon (Eure).

Des élèves de cet établissement s'étant rassemblés devant le lycée pour s'opposer à la tenue des E3C, plusieurs individus ont provoqué un départ de feu dans l'enceinte de l'établissement. Personnels et élèves ont dû être évacués et une intervention des pompiers a été nécessaire.

A l'extérieur du lycée, les forces de l'ordre présentes pour sécuriser l'établissement ont été visées par des jets de pierre.

La Rectrice rappelle que ces agissements sont passibles de sanctions. Des suites leurs seront données en lien avec la Préfecture."

L'intersyndicale s'interroge

Dans un communiqué publié ce mardi après-midi (4 mars 2020) l'intersyndicale FO, FSU, CGT Educ'action et SUD Éducation de l'Eure pose la question suivante :

"E3C, comment peut-on en être arrivé à cette situation ?"

Extrait du communiqué :

Depuis le 20 janvier, dans les lycées du département de l'Eure comme dans de nombreux départements en France, les E3C, épreuves du baccalauréat en contrôle continu, se déroulent dans des conditions indignes d'un diplôme à prétention nationale. Le rejet de ces épreuves d'E3C n'est pas le fait d'un lycée isolé. Très loin d'être le fait d'une « minorité radicale » comme le prétend le ministre Jean-Michel Blanquer, il s'étend. Chaque jour, on apprend que les épreuves donnent lieu à des manifestations de colère.

Des collègues chargés de surveiller les épreuves exercent leur droit de grève, car ils refusent de cautionner des épreuves qui sont la négation de leur travail d'enseignant.

Des élèves refusent de composer. Des blocages, des manifestations, des distributions de courriers d'information ont lieu devant les lycées. Le dernier incident en date a eu lieu au lycée G. Dumézil de Vernon le lundi 3 février.

L'intersyndicale apporte tout son soutien aux collègues accusés et calomniés publiquement. Elle rappelle que ces collègues étaient en grève et qu'à ce titre ils ne sont pas en fonction et encore moins obligés de se substituer aux forces de l'ordre.

Les élèves sont épuisés et désemparés par la préparation de ces épreuves qui leur impose une pression sans précédent. Les parents sont inquiets. Les enseignants n'ont pas disposé du temps, ni des moyens nécessaires pour préparer leurs classes. Que vaut le bac Blanquer quand les sujets et leurs corrigés sont consultables en ligne ?

Pour la première fois dans l'histoire du baccalauréat, les forces de l'ordre sont présentes devant, et parfois même dans l'enceinte des lycées où se déroulent les E3C. Du jamais vu et des plus choquants.

Plutôt que de sanctionner les victimes de cette réforme, il

convient de se demander comment on a pu en arriver à cette situation et d'en chercher la cause.

Elle réside dans la réforme Blanquer du baccalauréat et du lycée. Jamais, avant cette réforme, de telles perturbations n'ont eu lieu. Jamais un ministre n'a laissé le baccalauréat se dérouler dans un tel chaos. Maintenir de telles épreuves, c'est cautionner leur déroulement irrégulier au mépris de toutes les règles qui confèrent au diplôme sa valeur : l'anonymat, le contrôle des candidats, de leur pièce d'identité, de leur convocation, le silence pendant l'épreuve, l'impossibilité de communiquer entre candidats, un candidat par table, aucun accès aux téléphones portables, aucun accès aux sujets avant l'épreuve, etc. Alors que toutes ces conditions sont bafouées, le ministre persiste.

L'intersyndicale FO, FSU, CGT Éduc'action et SUD Éducation de l'Eure demande donc des mesures de bon sens : aucune sanction, ni menace de sanction contre les élèves ou contre les personnels.

En effet, ce ne sont ni les personnels ni les élèves qui sont responsables de cette situation, c'est l'auteur de cette réforme et les conditions d'impréparation dans lesquelles il les a programmées. C'est lui aussi qui supprime des dizaines de postes en lycées (- 90 postes en lycée à la rentrée prochaine dans l'académie pour un effectif global en hausse) à cause de sa réforme. C'est lui qui rend la situation ingérable dans les lycées.